

Bilbao les 9 -10 et 11 novembre 2018
Intervention de Lucien Jallamion secrétaire général de République et Socialisme
Débats sur les droits sociaux (2 mn par intervenant)

C'est la première fois que nous participons au Forum européen, et je voudrais dire que nos débats de ces 2 journées sont très intéressants et de notre point de vue, vont dans le bon sens. Comme en France, la gauche anti-libérale doit se rassembler et c'est pourquoi nous nous inscrivons dans la démarche de ce Forum européen.

Aujourd'hui l'Europe tend à faire croire que ce qui est une avancée sociale dans un pays est une exception et doit être combattue puisque les autres peuples ne l'ont pas.

L'Europe sociale ne pourra voir le jour et ne pourra être atteignable tant que l'on ne permettra pas en Europe aux peuples de décider démocratiquement de leur avenir, de leur sort, de l'orientation des politiques menées dans leur pays et au niveau européen.

La construction européenne n'aura de perspective historique que si elle se fait à partir des besoins, des droits fondamentaux des peuples, de l'harmonisation par le haut.

Une véritable Europe des peuples basée sur l'égalité et la solidarité entre les nations. Une véritable Europe démocratique et souveraine pour s'opposer aux extrêmes-droites. Une véritable Europe construite sur des projets, des coopérations et des ambitions.

Notre projet de reconstruction européenne doit pouvoir inclure non seulement le dessein que nous portons pour notre pays, mais elle ne peut se faire sans harmonisation fiscale liée à une lutte généralisée contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale.

Pour œuvrer à la réduction des inégalités, nous devons procéder à l'augmentation des salaires, à la reconquête d'un droit du travail protecteur pour tous les salariés, et à la réduction des inégalités entre hommes et femmes notamment en matière salariale.

Nous devons créer des coopérations pour le développement massif de l'emploi, lié notamment à une politique volontariste de re-industrialisation, complémentaire de la conquête des services publics et d'une recherche au service de l'intérêt général.

La BCE doit être au service du développement économique des peuples et non au développement financier en faveur des spéculateurs.

Nous pensons que unis, nous pouvons tracer un chemin nouveau pour l'Europe à condition que le social soit lié aux problèmes écologiques. Car l'écologie sans le social ne pourra de notre point de vue qu'amener à la primauté de l'une sur l'autre alors que c'est indissociable aujourd'hui.